

## Communiqué de l'intersyndicale du groupe Centre-France

La direction du Groupe Centre-France vient d'annoncer, ces jeudi 9 et vendredi 10 avril, un nouveau plan social de très grande ampleur qui prévoit le licenciement de 152 salariés à l'échelle du Groupe (dont une trentaine de postes déjà vacants qui ne seront pas remplacés, soit 122 nouveaux départs visés.

Le "projet de transformation du Groupe Centre France 2026", présenté au cours des CSE extraordinaires, prévoit 65 suppressions de postes à La Montagne, 13 au Populaire du Centre, 17 à l'Yonne républicaine, 7 au Journal du centre, 13 à la République du Centre, 6 à l'Echo républicain, 8 au Berry républicain.

En ce qui concerne les rédactions, 52 postes de journalistes/ seraient supprimés (22 à La Montagne, 7 au Popu, 3 au Journal du Centre (avec fermeture de l'agence de Clamecy et ouverture d'un bureau à Vézelay), 3 à L'Yonne (avec fermeture du bureau d'Avallon), 5 au Berry, 6 à l'Echo, 6 à la Rep.

Ont également été annoncées 7 suppressions de postes à Centre-France Evenements, 13 à Centre-France Publicité et 3 à Centre-France Portage

C'est le sixième plan de suppressions d'emplois en douze ans dans le Groupe, où un plan de départs volontaires de 47 personnes est toujours en cours à La Montagne et un licenciement économique de sept suppressions de postes à Centre France Hebdos.

De nouvelles orientations ont été annoncées par le nouveau directeur général, en poste depuis mi-décembre, et les équipes espèrent qu'elles porteront leurs fruits, mais les salariés comme les représentants du personnel se sont sentis très peu écoutés au cours de la décennie écoulée, notamment lors des droits d'alerte qu'ils ont déclenchés. La gestion du nouvel outil industriel constitue un exemple parmi d'autres de cette faillite que les instances ont souvent mise en évidence.

**Les syndicats (CGT, FO, SNJ, SNJ-CGT, Cfdt, UNSA) de Centre-France dénoncent cette spirale du déclin qui, plan après plan, tire vers le bas les rédactions et l'ensemble des services.**

**Au-delà des dégâts humains, c'est notre mission d'assurer l'information de proximité - donc la vitalité de la démocratie locale - qui est gravement remise en cause par de telles mesures.**

